



Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 381 du 27 avril 2025

Au sommaire :

- **Ni dieu ni maître, ni patrie ni frontière, vive la solidarité internationaliste contre la guerre sociale et militaire !**
- *Yvan Lemaitre*
- **Financiarisation de la militarisation et militarisation du capitalisme financiarisé : le rôle des start-ups de la défense** - *Julien Maueston*

Ni dieu ni maître, ni patrie ni frontière, vive la solidarité internationaliste contre la guerre sociale et militaire !

Macron, fervent défenseur devant l'Éternel de la laïcité, a décrété la mise en berne des drapeaux des bâtiments publics, samedi, en hommage à Jorge Bergoglio, le pape François. Une nouvelle démonstration de l'hypocrisie toute apostolique et romaine du personnage pour qui la défense de la laïcité est surtout un prétexte pour dénoncer l'Islam de la même façon que sa lutte contre l'antisémitisme n'est qu'une façon de se rallier au sionisme et de justifier la guerre contre le peuple palestinien tout en jouant au défenseur de son droit à un Etat. Faux semblants et hypocrisie sont pour lui un mode d'existence. Cynisme qu'il a affiché démonstrativement durant son voyage dans l'Océan Indien, à Mayotte dévastée et abandonnée après le cyclone Chido en décembre pour y faire de... nouvelles promesses avant de se déplacer à La Réunion autre vestige de l'empire colonial de la France où l'épidémie de Chikungunya révèle le délabrement du système de santé submergé, puis à Madagascar, ex-colonie...

Il a fini son périple à... Rome pour les obsèques du pape et chercher la bénédiction de l'Église qui a toujours béni les conquêtes coloniales des puissances occidentales depuis leurs origines, les croisades, pour aujourd'hui contribuer à leur domination.

La veille de sa mort, le pape a tenu à consacrer ses derniers instants au représentant de Trump, le vice-président J.D. Vance, ancien évangéliste converti au catholicisme, par ailleurs libertarien très réactionnaire, adorateur du veau d'or, raciste, porté par une foi sans limite dans l'économie de marché et la concurrence capitaliste. Voilà qui éclaire le contenu réel du dernier message du pape, Urbi et orbi, à la ville et au monde, dans la lignée des prises de position qui lui valent d'être qualifié de « progressiste » et de « pacifiste ». Il y a invoqué « le Christ ressuscité » pour accorder « la paix et le réconfort aux populations africaines victimes de violences et de conflits, en particu-

lier en République démocratique du Congo, au Soudan et au Soudan du Sud, et qu'il soutienne ceux qui souffrent des tensions au Sahel, dans la Corne de l'Afrique et dans la région des Grands Lacs. » Il a dénoncé la « situation humanitaire dramatique et ignoble » à Gaza pour appeler à un cessez-le-feu et « que l'aide précieuse soit apportée à la population affamée qui aspire à un avenir de paix » et espéré « le don pascal de la paix sur l'Ukraine meurtrie ». Ce discours peut et a pu susciter des sympathies populaires mais il n'est qu'une vaine indignation impuissante qui ne réussit pas à masquer le soutien de l'Église aux puissants et n'a pas beaucoup dérangé J.D. Vance !

Le pacifisme et le progressisme du pape étaient un affichage politique pour tenter de moderniser cette force réactionnaire qu'est l'Église après la violente politique anticommuniste de Jean Paul II et l'effondrement de l'URSS pour élargir son influence aux pays dits du Sud, les anciennes colonies des vieilles puissances occidentales, pour y asseoir son influence au profit des nouvelles formes de pillage développées par la financiarisation du capitalisme mondialisé.

Issu de l'Église d'Argentine qui fut un des plus fidèles soutiens de la dictature militaire de 1976 à 1983 avec laquelle il a collaboré, il a toujours été un défenseur de l'ordre capitaliste patriarcal, lui qui assimilait ceux qui pratiquaient l'IVG à « des tueurs à gage ». Sa dénonciation de la « mondialisation de l'indifférence », de la crise climatique, « crise morale », ses prises de position concernant les migrants et contre les plans de déportation massive de Trump ne sont jamais sorties du cadre de la charité chrétienne, l'hypocrisie qui s'incline devant la réalité tout en la regrettant. Le « pape des pauvres », fidèle au paternalisme méprisant et cynique des classes dominantes et de toutes les religions qui visent à mettre les pauvres à genoux devant le mirage d'une vaine promesse de salut dans l'au-delà, a voulu adapter l'Église aux évolutions du monde et

à l'irruption des peuples opprimés des anciennes colonies. Il s'y est lui-même parfaitement adapté comme en témoigne son ultime rencontre avec Vance comme s'y adaptera sans aucun doute son successeur...

La réaction internationale prie le ciel d'un miracle impossible

Tous les représentants et dignitaires de ces puissances occidentales et leurs alliés étaient tous là, à Rome, samedi matin, pour les funérailles d'un des leurs, chef d'un petit Etat certes mais très riche et influent dont la cinquième colonne possède de multiples et puissants réseaux... Les Trump, von der Leyen, Macron, Zelenski et autres Milei qui, comme Lula, a décrété huit jours de deuil national, ces fous du capital plus que de dieu étaient là, illusionnés, subjugués eux-mêmes par cette étrange puissance d'un si petit Etat dépourvu d'arme nucléaire, cherchant peut-être dans la puissance millénaire du décorum romain la folle illusion de l'éternité du royaume sur terre du capital...

Ils n'étaient pas venus prier pour la paix et ont affiché à travers leurs négociations improvisées sur la guerre d'Ukraine leur désinvolture et mépris des peuples. Ils ne croient guère aux miracles et recherchaient la bénédiction de l'Eglise en soutien à leur politique militariste pour convaincre les populations de la nécessité du réarmement et de préparer la poursuite des guerres, de leur escalade belliciste tout en organisant leur jeu de rôle cynique des négociations de paix. Ils étaient là pour prendre leur place d'acteur de cette cérémonie théâtralisée, cette mondiovision de propagande organisée et relayée par tous les médias obséquieux, cette mise en scène de l'alliance du sabre et du goupillon, de la religion et de l'Etat, du mensonge érigé en religion au service de l'ordre établi pour, sinon mettre les travailleurs à genoux, au moins pour les subjuguer, les désarmer politiquement et moralement devant l'étalage de leur puissance.

Car c'est bien à ça que leur sert la religion, quelle qu'elle soit, et ils n'ont plus qu'elle pour tenter de donner à leur pouvoir égoïste, parasitaire, prédateur, destructeur, un semblant de légitimité sociale. En réalité, ils donnent le spectacle d'un vieux monde en voie de disparition, un spectacle ridicule et mortifère, qui, pas plus que leur système économique, ne représente l'avenir de l'humanité.

Plus les religions tentent de se moderniser plus elles démontrent le caractère réactionnaire de toutes les Eglises tout aussi historiquement condamnées que la société d'exploitation et d'oppression, de classe qu'elles justifient, défendent et protègent.

Les réponses des dirigeants aux contradictions globales de la société capitaliste mondialisée, à sa faillite, qu'ils soient financiers, politiciens idéologues ou religieux, sont marquées de la même impuissance.

Le capitalisme, c'est la guerre contre les travailleurs et les peuples, vive le socialisme et la planification !

La guerre commerciale déclenchée par Trump en est l'illustration. En prétendant redonner sa grandeur au capitalisme américain il en accélère la marche à la faillite ainsi que celle du capitalisme mondialisé. Selon le rapport du Fonds monétaire international sur les Perspectives de l'économie mondiale publié mardi *« l'incertitude est montée à des niveaux sans précédent. [...] Des revirements majeurs de politique économique remettent en cause le commerce mondial et engendrent une incertitude susceptible de fragiliser la résilience de l'économie mondiale. »* « *À la différence du siècle dernier, l'économie mondiale se distingue aujourd'hui par un haut degré d'intégration économique et financière. Les chaînes d'approvisionnement et les flux financiers s'entrecroisent sur la planète et leur possible désagrégation pourrait être une cause majeure de bouleversements économiques. [...] Nous entrons dans une nouvelle ère, car le système économique mondial qui a fonctionné au cours des 80 dernières années est en train d'être réinitialisé.* » Les technocrates du FMI au service du système, lucides, sont obligés cependant de laisser croire à la réinitialisation d'un système dont ils décrivent la contradiction mortelle.

Le capitalisme mondialisé est en train de se désagréger par le jeu de puissantes forces contradictoires, opposées, la mondialisation, l'interdépendance, la socialisation de l'économie disloquées par la propriété privée capitaliste de plus en plus concentrée entre les mains d'une oligarchie financière parasite qui s'est soumis les Etats, instruments de leur guerre commerciale et militaire pour le pillage et l'appropriation des richesses.

Le système n'est pas réinitialisé, il ne peut lui-même se transformer, il marche à sa fin. Devenu sénile, il a épuisé ses forces. A défaut de répondre aux besoins de la société, il ne peut qu'en piller les richesses en accroissant dans une fuite en avant aveugle la concurrence entre les Etats et l'exploitation des peuples, du monde du travail et de la terre.

Il faut militariser l'économie et embrigader les populations, car la concurrence internationale prend clairement le visage de la guerre. Ce recours au militarisme, accompagné d'attaques de plus en plus profondes contre les droits sociaux et démocratiques de la classe ouvrière, s'intensifiera. Les différentes composantes de la classe capitaliste sont entraînées dans une folle sarabande guerrière. La folie de Trump, c'est l'égoïsme social poussé jusqu'à l'absurde, l'incarnation de la folie d'un système, l'aveuglement d'une classe qui se prosterne devant un mirage et poursuit sa marche au fascisme et à la mondialisation de la guerre.

Seul le prolétariat, l'ensemble des exploités et des opprimés, peuvent sortir la société de cet engrenage mortifère pour mettre les classes dominantes hors d'état de nuire et construire une société fondée sur la solidarité collective, la planification économique, le socialisme.

L'émancipation ne connaît ni patrie ni frontière, ni dieu ni maître

L'Europe, la France sont au centre de cette crise. Minées par leurs rivalités, les vieilles puissances impérialistes sont impuissantes face à la féroce concurrence internationale, jouets des multinationales capitalistes pour lesquelles les usines, la production, les travailleurs sont de simples actifs financiers. Les licenciements annoncés par ArcelorMittal, les menaces de fermeture d'usines en sont la dramatique conséquence, effet de la guerre économique, de la course à la rentabilité capitaliste.

L'État qui a largement subventionné Mittal, le gouvernement qui lui a promis 850 millions d'euros pour financer un projet de production d'acier décarboné, les politiciens parlementaires, tous nous parlent de souveraineté nationale, de la nécessité de maintenir la sidérurgie pour fabriquer des canons Caesar... Aucun ne se place du point de vue des travailleurs, simples soldats de leur guerre. Ils n'osent même pas nationaliser les usines menacées par Mittal pas plus que garantir aux licenciés un travail et un salaire en prenant sur le capital ni imaginer la nécessité d'une réorganisation de l'économie en fonction des besoins de celles et ceux qui produisent les richesses, de la population.

La gauche syndicale et parlementaire est impuissante au point que la CGT se félicite de pouvoir participer à une cellule de crise pour discuter avec le patronat et l'État des réponses face à la guerre commerciale des capitalistes.

Il n'y a pas de place pour le « dialogue social » dans une guerre sociale sans limites pas plus qu'il n'y a de réponses à la guerre dans un « droit » international qui gère les rapports de forces pour préparer de nouveaux conflits.

Notre force, notre richesse c'est notre solidarité de classe, la solidarité de celles et ceux qui ne connaissent pas les frontières ni ne craignent de préparer l'affrontement avec les dirigeants de ce monde fini qui voudraient nous enrôler, de gré ou de force, dans leur guerre.

C'est ce que nous dirons dans la rue, ce 1^{er} Mai, journée internationale des travailleur-ses, un moment pour œuvrer à l'unité des travailleur-ses et de leurs organisations sur des bases de classe internationalistes contre la guerre, pour le socialisme, le communisme.

Yvan Lemaitre

Financiarisation de la militarisation et militarisation du capitalisme financiarisé : le rôle des start-ups de la défense

A lors que sur les places boursières les valeurs de l'armement sont à la hausse et ont absorbé ces derniers mois d'importantes quantités de capital, une partie croissante de celui-ci s'investit dans le capital-risque en plein essor : un type d'investissement spéculatif non coté en bourse (« private equity »). L'essor du capital-risque dans le secteur de la défense, conséquence d'une accélération du tournant militariste du capitalisme, s'accompagne de la fusion croissante entre les grands fonds financiers, les géants de la high-tech et les États qui illustre la fuite en avant du système vers une économie de guerre permanente, où l'innovation technologique sert avant tout des intérêts militaires et stratégiques.

Ce phénomène s'inscrit dans une logique plus large de financiarisation du capitalisme sénile, où les États soutiennent à bout de bras un système en crise en intégrant de plus en plus directement le secteur privé aux dynamiques de militarisation et d'expansion impérialiste. Dès lors, il ne s'agit pas seulement d'un renforcement des capacités militaires, mais d'une évolution du capitalisme lui-même, qui voit dans la guerre et la compétition géopolitique un moteur de sa propre survie.

Toute start-up est fondamentalement un produit financier

A la racine de ce phénomène, se trouve la crise d'accumulation du capitalisme, système fondamentalement incapable de vivre autre chose qu'une fuite en avant permanente. Lorsque se sont épuisées les possibilités

de croissance « traditionnelle » des sociétés industrielles des Trente Glorieuses, il a bien fallu trouver de nouveaux débouchés aux capitaux en manque de profits. C'est ainsi qu'à partir des années 90 apparaît une grande vague de financiarisation, qui ne se distingue pas seulement par la masse de capitaux mobilisés mais aussi par ses formes toujours plus exotiques et spéculatives, toujours plus éloignées des processus productifs.

Parmi ces dernières le capital-risque (en anglais « venture capital », ou VC) recherche hors des places boursières des possibilités d'investissement spéculatifs dans un environnement hors régulation. Le principe de base en est assez simple : de gros investisseurs triés sur le volet partagent leur capital entre une myriade d'investissements douteux qu'une banque traditionnelle n'oserait pas financer, en sachant pertinemment que la plupart vont s'écrouler, mais en espérant que l'un de ces investissements prenne suffisamment de valeur pour compenser tous les autres.

Les « start-ups » ainsi fondées doivent alors grossir le plus vite possible dans une course contre la montre où il s'agit de prendre pied dans un marché qui n'existe pas encore pour y gagner une position monopolistique avant qu'un autre acteur puisse s'y installer. L'enjeu pour cette start-up est alors de devenir une « licorne » (ces entreprises valorisées plus d'un milliard de dollars) voire rejoindre l'équipe des GAFAM, point d'autre salut. Pour les VC et leurs investisseurs, l'enjeu est plus prosaïquement de revendre la start-up 100 fois plus cher 10 ans plus tard. Si bien que toute start-up est fondamentalement un produit

financier : les profits sur la production et la vente de quelques marchandises ne sont qu'un objectif très secondaire même si, au final, le produit est la condition de la spéculation.

Pour arriver à ces objectifs, le VC compte avant tout sur son réseau personnel, sa capacité à déclencher un engouement et une bulle spéculative, à ouvrir des portes à sa start-up, et à défoncer celles de réglementations peu favorables à ce nouveau marché qui doit être modelé. Les stars de la high tech et leur cirque médiatique ne sont ni plus ni moins que des acteurs et objets de ces spéculations. Ainsi se renforce l'intégration VC-GAFAM-Etat, plus généralement finance-monopoles-Etat, où milliardaires et politiciens se côtoient sans cesse. Si la France n'est pas en reste, on retiendra surtout le grand nombre de VC qui orbitent autour de Trump et leurs liens avec les GAFAM, comme par exemple le très libertarien Peter Thiel (un des premiers investisseurs de Facebook, après avoir participé à PayPal avec Musk pendant la bulle internet).

Croissance nulle part, guerre partout

Cette proximité entre acteurs financiers, grands patrons et politiciens, s'amplifie encore davantage à une époque où la compétition entre les puissances capitalistes et leurs bourgeoisies devient plus féroce. En effet, la mondialisation financiarisée s'est développée jusqu'à atteindre ses limites, où la croissance ne peut plus venir de l'exploitation de nouvelles terres vierges à intégrer, où les monopoles s'entrechoquent les uns contre les autres.

Depuis les environs des années 2000, plusieurs auteurs, dont par exemple Michel Husson ou plus récemment Michael Roberts, ont insisté sur l'élargissement du fossé entre les profits et les taux d'investissement des entreprises. Le capital ainsi inemployé se retrouve alors dans le gonflement de la masse du capital financier. La stagnation des différents indices de production industrielle publiés par les institutions bourgeoises raconte la même histoire, et ne peut s'expliquer par la seule délocalisation de l'industrie vers les pays à bas coût.

En offrant une échappatoire financiarisée au trop-plein de capital, le capitalisme n'a fait qu'approfondir sa crise : nombreux sont à l'heure actuelle les pays qui flirtent avec la récession. Les guerres commerciales qui en résultent aggravent encore cette crise et accélèrent le tournant militariste global.

Des start-ups militaires à l'appétit vorace

Le besoin brûlant de débouchés rentables du capital et l'ouverture d'un nouveau marché crée une opportunité pour les start-ups militaires. Si lors des dernières décennies les technologies de l'information (TIC) ont peiné à délivrer les augmentations de productivité promises, elles se veulent dorénavant les armes indispensables pour gagner les guerres de demain. La guerre des drones en Ukraine aura été une application de cette stratégie adaptée à une guerre de tranchée moderne si l'on peut dire. Les nouveaux drones s'inscrivent dans une guerre sans fin sur un front relativement stable. De la même façon l'IA permet

de nouvelles stratégies avec les systèmes autonomes, dans la cybersécurité, la surveillance et jusque dans l'espace.

Cette volonté des armées d'être à la pointe de la technologie n'est bien sûr pas nouvelle, mais les liens entre technologie et militaire ont pris différentes formes au cours des dernières décennies. Claude Serfati notait ainsi une période intense de fusions-acquisitions dans les années 90, qui ont formé un « système militaro-industriel » fait de géants à qui l'intégration verticale et un fort « pouvoir relationnel » vis-à-vis de l'État et ses institutions garantissaient des profits très peu risqués. Aux Etats-Unis ces géants comme Lockheed Martin sont surnommés les « primes », parce qu'ils signent directement avec l'armée étasunienne et ne laissent aux entreprises plus petites qu'un rôle de sous-traitants. Le verrouillage a été d'autant plus facile que, à cette époque, la Silicon Valley et le monde des venture-capital (VC) et start-ups boudaient le secteur militaire, préférant la croissance bien plus rapide offerte par les technologies civiles de la « nouvelle économie ». Pour rediriger malgré tout des moyens de la Silicon Valley vers le militaire, la CIA avait d'ailleurs dû prendre les choses en main et créer elle-même le fond d'investissement In-Q-Tel.

Aujourd'hui cependant, les start-ups militaires prennent clairement un nouvel envol : rien qu'aux Etats-Unis les investissements militaires des VC ont doublé entre 2019 et 2022 (de 16 à 33 milliards de dollars)¹, tandis qu'en Europe ils ont quintuplé entre 2018 et 2024 (atteignant plus de 5 milliards). Les acteurs publics sont toujours présents, y compris en Europe où s'activent notamment le « fond d'innovation » de l'OTAN (NIF) et divers fonds français comme Definvest, géré par la Direction Générale de l'Armement (DGA) via Bpifrance. Mais les acteurs privés eux aussi se bousculent et espèrent de juteux profits.

« Avancer vite et casser des choses »

La clef pour débloquer rapidement ces profits est en grande partie la proximité avec les gouvernements, le pantoufflage et le lobbying. Par exemple, Eric Schmidt, ancien PDG de Google reconverti dans le capital-risque était proche d'Obama, il a présidé le US Defence Innovation Advisory Board (DIB) puis la National Security Commission on AI (NSCAI) en faisant pression pour que les achats des gouvernements se conforment davantage aux calendriers des financiers. Un autre exemple est celui de Palmer Luckey, proche de Trump, amateur de provocations et PDG d'Anduril, « *la start-up la plus controversée du monde de la tech* » d'après Bloomberg, il se vante d'avoir initialement embauché plus d'avocats et lobbyistes que d'ingénieurs.

Dans l'ambiance actuelle autour de Trump, que Romaric Godin et Martine Orange décrivent comme un « *capitalisme de malfrats* »², ces conflits d'intérêts s'harmonisent parfaitement avec la culture de l'esbroufe des start-ups, habituées à sur-vendre leurs potentiels produits comme d'éternelles révolutions, vendre des promesses qui se veulent auto-réalisatrices, présenter des produits comme

étant finis quand en réalité leur R&D n'a même pas encore commencé. Et ce d'autant que l'armée a toujours été bonne cliente pour ces promesses douteuses : rien n'est trop beau si c'est pour la patrie !

Hors de tout contrôle et ne connaissant comme vertu que la force, nombre de ces malfrats ont ressorti des cartons la vieille maxime de Facebook : « *avancer vite et casser des choses* » (move fast and break things). Leur doctrine exprime un mépris total des conséquences du déploiement de ces technologies expérimentales et de leurs ratés, tant du point de vue des patrons que de l'Etat. Les guerres prochaines que nous promet ce capitalisme sénile se feront à coups de drones autonomes dont on contrôlera moins que jamais la tendance à faire des victimes « collatérales ». Ceci alors que les drones ont d'ores et déjà été la première cause de morts civiles sur le front ukrainien.

Crise, impasse du militarisme et guerre : quelles perspectives ?

Nombre d'organisations syndicales et néo-réformistes ont accepté un pacte faustien : la militarisation serait acceptable si elle est porteuse de relance économique et d'emplois locaux. Une telle politique repose sur une illusion et une adaptation aux arguments de Macron et consorts au mépris des intérêts du monde du travail et de la société.

L'investissement dans le militaire permettrait à l'État d'injecter des fonds qui vont ruisseler sur toute la chaîne de valeur, profitant alors à d'autres secteurs économiques qui partagent les mêmes sous-traitants et tirant toute l'économie vers le haut grâce à une forme de keynésianisme militaire. Dans le même temps, cet investissement doit aussi créer de l'« innovation » dans des technologies duales, profitant à tout le reste de l'économie similairement à ce qu'on a pu voir dans l'après-guerre.

La première partie de cet argument, qui peine même à convaincre la presse économique bourgeoise³, ne tient pas : un véritable keynésianisme supposerait des augmentations de salaires qui nourrissent la demande pour amorcer un cercle vertueux, ce qui n'est pas du tout le projet actuel de la bourgeoisie.

Le capitalisme financiarisé en bout de course n'a plus les moyens d'emprunter cette voie, il choisit au lieu de cela la voie d'une guerre aussi bien géopolitique que sociale, qui sabre les budgets des services publics, affame les chômeurs et met les immigrés sous pression.

Mais la seconde partie nous intéresse plus ici : l'« innovation », dans l'esprit des Macron, repose en grande partie sur les start-ups. Cependant, comme nous le disons précédemment, ces start-ups sont avant tout des bulles financières, qui n'ont qu'un lien très indirect

avec la productivité concrète. Cette dernière continue de stagner, en regard de l'explosion de l'accumulation de capital financier. On imagine donc mal, alors que les technologies issues de la startupisation du civil n'ont pas su relever la productivité, que la startupisation du militaire puisse le faire de façon détournée. Tout en permettant temporairement au surplus de capital de trouver une utilisation, la militarisation accentue la crise. Seule la mondialisation de la guerre elle-même pourrait en principe relancer les taux de profit par une destruction phénoménale de capital au prix d'une catastrophe humaine et sociale, condamnation sans appel d'un mode de production fini.

Pire encore, cette militarisation de l'économie encourage à penser encore davantage en termes de sécurisation des maillons stratégiques de chaînes de valeur toujours plus menacées. Pour l'IA militaire cela inclut notamment les puces à hautes performances de l'entreprise TSMC basée à Taiwan, les exportations de cartes graphiques de Nvidia, les métaux dopants et métaux rares, etc. Et aussi des travailleurs bon marché chez des vassaux fiables.

L'instabilité du capitalisme mondialisé continue et continuera donc à croître, autant sur le plan économique (avec ses risques croissants de bulles et de krachs toujours plus massifs et incapables de purger l'économie de son indigestion de capitaux) que sur les plans politique et géopolitique. La marche à la guerre est une partie intégrante de cette crise profonde de l'économie capitaliste, en devenant à la fois un symptôme et un facteur supplémentaire de cette instabilité. Le monde des start-up militaires représente une fraction encore relativement faible de cette dynamique mais en est son fer de lance, en pleine croissance et particulièrement symptomatique.

Ce glissement vers la barbarie ne pourra être arrêté que si les travailleurs se mettent en travers de son chemin pour construire le socialisme, refusant toute union sacrée militariste derrière leurs bourgeoisies et y opposant une stratégie révolutionnaire.

Julien Mauteson

1 *Les groupes de l'armement et les marchés financiers : vers une convention « guerre sans limites » ?* par Luc Mampey et Claude Serfati, dans *La finance mondialisée* dirigé par François Chesnais

2 *Avec Trump, l'émergence d'un « capitalisme de malfrats »*, Romaric Godin et Martine Orange

3 <https://www.latribune.fr/idees/tribunes/opinion-reveiller-l-ue-grace-a-une-relance-keynesienne-militaire-1020790.html>

